



FACE AUX MENACES EXTÉRIEURES, POUR UNE VÉRITABLE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE EUROPÉENNE

Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) ont déposé une proposition de résolution européenne visant à garantir l'application stricte du cadre réglementaire numérique européen et à renforcer la souveraineté numérique de l'Union européenne face aux pressions et ingérences étrangères. Une résolution nécessaire alors que les risques géopolitiques et technologiques se multiplient et menacent l'intégrité de nos systèmes démocratiques et la liberté de nos citoyens en ligne.

Consciente des dangers de déstabilisation des processus démocratiques à travers les réseaux sociaux, l'Union européenne a mis en place des régulations ambitieuses pour responsabiliser les acteurs du numérique et protéger les droits des citoyens européens, en particulier en matière de désinformation et de manipulation de l'information.

Malgré ces avancées, **le contrôle des géants du numérique échappe de plus en plus aux régulations européennes** comme en témoignent les récentes tentatives de déstabilisation électorale *via* des plateformes comme X ou TikTok.

Face à ces défis, il est urgent de renforcer la souveraineté numérique et l'indépendance technologique de l'Europe. L'arsenal juridique européen doit garantir la sécurité, la transparence et l'équité des plateformes numériques. Cela implique une application stricte des règles existantes et une réponse déterminée face à ceux qui tentent de contourner ces régulations.

L'Europe ne doit plus être dépendante des technologies étrangères, mais se positionner comme un leader dans les domaines du numérique et renforcer sa compétitivité. Il faut d'urgence développer des infrastructures numériques souveraines aussi bien en matière de réseau social, de stockage et de maîtrise de l'exploitation des données, renforcer la recherche et l'innovation en intelligence artificielle.

La lutte contre les ingérences étrangères et la désinformation est également au cœur de cette proposition de résolution. Il est essentiel de préserver la pluralité des médias et de garantir le respect des valeurs démocratiques. L'Europe doit défendre son modèle de régulation et être capable de s'opposer à toute tentative de manipulation et de déstabilisation de ses processus démocratiques.

Nous devons réaffirmer l'importance de l'État de droit et la primauté des régulations européennes dans le domaine numérique. La nouvelle Commission européenne doit faire preuve de fermeté et d'engagement face aux géants du numérique. En déposant cette proposition de résolution européenne, le groupe SER poursuit son engagement pour une Europe forte, souveraine et résolument actrice de la transformation numérique.

Chef de file :



Didier Marie
Sénateur de la
Seine-Maritime